

L'emploi après le master de droit

EDUCATION Les étudiants en droit de l'Université Pau Pays de l'Adour ont été invités à rencontrer vingt-deux professionnels pour se faire une idée plus nette des possibilités qui s'ouvriront à eux une fois leur diplôme en poche.

Zéro chômage. C'est la statistique pour les étudiants de l'Université de Pau pays de l'Adour ayant choisi la voie du droit et qui entrent dans la vie active leur master en poche. « L'université de Pau a une excellente réputation dans le milieu des métiers du droit », confirme Nathalie Baraduc, avocate au Conseil d'Etat et à la cour de cassation. Mais selon Denys de Béchillon, enseignant en droit, pour les jeunes cette filière est parfois un choix « par défaut » et ils manquent de visibilité sur les perspectives d'avenir professionnel qu'elle leur ouvre.

« En premier cycle les disciplines abordées sont tellement diverses qu'il est difficile pour les étudiants de se faire une idée des possibilités qui s'offrent à eux. Et ils ont besoin de cette information », explique le professeur. L'UPPA accueille 708 étudiants en droit (dont 500 en master) et leur a proposé début février une Journée des métiers du droit public. Conférences, tables rondes, présentation des métiers, rencontres : vingt-deux professionnels de secteurs divers étaient réunis pour témoigner de leur expérience.

Des rencontres humaines

Cette journée ouverte, qui a eu lieu pour la deuxième année à l'UFR droit de l'UPPA, a fait le plein, avec une mobilisation supérieure à celle de la première édition. « Les étudiants sont très curieux de comprendre comment on pratique nos métiers dans le quotidien », constate Nathalie Baraduc, invitée d'honneur de la manifestation. Selon Denys de Béchillon, « ces rencontres leur permettent de



708 élèves de l'UPPA ont choisi des études de droit. © MARIE-PIERRE COURTOIS

voir que les professionnels du droit sont des gens 'normaux', d'être confrontés aux réalités des métiers et de nouer des contacts, soit pour avoir un aperçu immédiat soit dans l'optique d'un stage futur ».

Ex-étudiant palois en droit aujourd'hui commissaire divisionnaire directeur-adjoint de la police de l'air et des frontiè-

res de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, Patrick Rouby, était présent. « Les étudiants s'interrogent sur leur avenir, nous sommes là pour répondre à toutes leurs questions pratiques ». Car la journée n'est pas conçue comme un cours magistral mais se veut très interactive. Les « conférenciers » - parmi lesquels cette année Christophe

Gautier, directeur de l'hôpital de Pau ou encore Jean-Christophe Castagnos, chef du bureau des collectivités à la préfecture des Hautes-Pyrénées -, donnent leur temps : des rencontres individuelles sont organisées entre étudiants et professionnels.

L'objectif de la journée est de mettre en lumière la diversité des fonctions possibles après des

ZOOM

Une formation qui ouvre plusieurs portes

En master de droit public, l'UPPA propose quatre spécialisations distinctes : parcours droit et contentieux des libertés (DCL) ou parcours Droit et contentieux des contrats publics (DCDP) en master droit public, droit et contentieux publics ; parcours cadre territorial ou parcours cadre du secteur sanitaire, social et médico-social en master administration territoriale sanitaire et sociale.

Les métiers possibles à l'issue d'études de droit public : juriste, avocat, conseiller de tribunal administratif, cadre administratif polyvalent, attaché territorial des structures, directeurs d'établissements sanitaires et sociaux, chargés de missions, directeur de caisse de sécurité sociale, attaché d'administration hospitalière, chef de service des structures sanitaires et sociales, etc.

études de droit (lire par ailleurs) : « Notre filière droit est une formation très riche intellectuellement et une voie utile très professionnalisante », plaide Denys de Béchillon selon qui l'enseignement à l'UPPA n'a rien à envier en matière de qualité aux facultés des grandes métropoles. « Faire des études de droit à Pau est un choix intelligent et les élèves s'en rendent compte ». Un indice pour mesurer le succès de cette initiative ? Entre la première édition en 2011 et celle qui s'est déroulée début février 2012, les effectifs en maîtrise de droit ont été multipliés par trois.

■ MARIE-PIERRE COURTOIS